

*Questions orales*

Madame la Présidente, le gouvernement ampute également de 1,1 milliard sa contribution à l'assurance-maladie. À cause de ces compressions, bien des Canadiennes n'auront plus de choix dans les services de santé. Le gouvernement n'était pas obligé d'agir de la sorte. Il a décidé de maintenir certaines échappatoires qui permettent aux entreprises de dépenser 1,1 milliard par année en frais de représentation.

**Mme le vice-président:** La députée a sans doute une question à poser.

**Mme Black:** Que le vice-premier ministre prenne la parole, qu'il me regarde droit dans les yeux et qu'il m'explique pourquoi les libations des dirigeants de grandes sociétés comptent plus aux yeux du gouvernement que la santé des femmes et des enfants.

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation)):** Madame la Présidente, je vais regarder la députée droit dans les yeux et lui répondre que ce n'est pas une échappatoire. Elle aurait dû se joindre à ses collègues, l'autre jour, pour rencontrer les représentants de l'Association des hôteliers du Canada et de l'Association canadienne des restaurateurs. Ils disent que c'est là un élément très important de notre secteur touristique et qu'il faut attirer des touristes au Canada, car le tourisme emploie des centaines et des milliers de personnes.

**Mme Black:** Des femmes?

**M. McDermid:** Des femmes, parfaitement. Il y a des femmes qui travaillent dans le secteur touristique.

Si la députée préconise l'élimination de toutes ces choses qui favorisent l'emploi, fort bien. Qu'elle ne se cache pas pour le dire. Mais qu'elle accepte aussi les conséquences, car, si nous suivons ses conseils, nous aurons moins d'emplois dans ce secteur.

Si vous consultiez l'industrie touristique, que le NPD prétend appuyer, vous ne réclameriez pas des mesures aussi imprudentes.

\* \* \*

**LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES**

**Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby):** Madame la Présidente, l'hypocrisie de ce gouvernement est décidément sans borne.

• (1130)

Il y a deux semaines, il a annoncé une initiative pour lutter contre la violence dans les familles, autorisant à peine un million et demi pour éliminer la violence dont les femmes sont victimes dans notre société. Une semai-

ne plus tard, il réduit sa participation au Régime d'assistance publique du Canada alors qu'on s'apprêtait à financer des refuges pour les femmes, des services de garderie et autres à l'intention des enfants.

Le mardi, le gouvernement donne quelques miettes aux femmes et, le jeudi, il leur enlève plus qu'il ne leur avait donné. Quand le gouvernement annoncera-t-il la création d'une commission royale d'enquête sur la violence contre les femmes? Les femmes du Canada tout entier le réclament. Nous voulons une commission royale d'enquête. Va-t-on l'annoncer à l'occasion de la Journée internationale de la femme?

**L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Madame la Présidente, je n'en crois pas mes oreilles. La députée prétend que le gouvernement a annoncé des dépenses de 1,5 million pour lutter contre la violence dans les familles. Cela ne tient pas debout. Nous avons annoncé un programme de 136 millions, ce qui représente plus du double des engagements pris par le passé à l'égard de la lutte contre la violence familiale et les agressions sexuelles contre des enfants.

La députée dit que nous devrions étudier les problèmes de violence familiale. Je ne crois pas qu'il faille les étudier. Il faut agir.

\* \* \*

**L'EMPLOI**

**M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte):** Madame la Présidente, ma question s'adresse au vice-premier ministre.

Les belles paroles du gouvernement ne changeront rien au fait qu'il y a maintenant 185 000 chômeurs dans les Prairies et qu'on en retrouve 162 000 en Colombie-Britannique, 142 000 dans la région de l'Atlantique et plus de 900 000 au Québec et en Ontario.

Il y a dix jours à peine, le gouvernement a prévu un taux de chômage de 10 p. 100 dans les mois à venir. Dans les dix jours, cette prévision a été réduite à néant. Le taux de chômage est maintenant bien supérieur à 10 p. 100. Le vice-premier ministre pourrait-il donc nous donner la nouvelle prévision du gouvernement en ce qui concerne le chômage au Canada?

**L'hon. John McDermid (ministre d'État (Finances et Privatisation))** Madame la Présidente, voilà un autre exemple de la logique libérale: on se base sur le taux de chômage d'un mois et on établit une moyenne annuelle pour une période allant jusqu'au 31 mars 1992.